

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 25 octobre 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2002/INF/17
2 octobre 2002
ORIGINAL: FRANÇAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROGRAMME DE PAYS—MADAGASCAR (1999–2003)

Ce document doit être lu en parallèle avec le document
“Rapport résumé de l'évaluation à mi-parcours du programme
de pays—Madagascar (1999–2003)” (WFP/EB.3/2002/6/7).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION AU PAM (JUIN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
ÉVALUATION DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE PAYS		
Conception		
<p>➤ Formuler les résumés d'activités avant que le processus de planification du programme de pays ne soit terminé afin d'assurer une meilleure intégration de ces documents. L'élaboration parallèle de cadres logiques pour chaque activité permettra une meilleure cohérence entre les buts et les objectifs associés au programme de pays et aux activités. La signature conjointe de l'accord du programme de pays et des résumés d'activités devrait avoir lieu dans les six mois qui suivent l'approbation du programme de pays par le Conseil d'administration.</p>	Bureau de pays	<p>Le calendrier de préparation du prochain programme de pays a dû être ajusté (voir observation générale) ainsi que celui de la préparation du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le nouveau cycle du Plan-cadre approuvé par l'UNDG couvre ainsi la période 2005–2009 au lieu de 2004–2008. Par conséquent, la préparation du Schéma de stratégie de pays (SSP) et du programme de pays du PAM a été reportée afin d'assurer la participation du gouvernement dans la formulation de ces documents. La soumission du nouveau SSP est reportée à la session du Conseil d'administration de mai 2003, le programme de pays devant être présenté à la session suivante; ce calendrier sera de nouveau révisé pour prendre en considération le prochain programme du Plan-cadre fixé pour 2005–2009. Dans le cadre de la préparation du programme de pays du PAM, le cadre logique de chaque activité sera élaboré séparément et fera l'objet de réunions/ateliers avec les partenaires impliqués (gouvernement, ONG et autres parties prenantes). Le délai maximum de six mois entre les signatures sera intégré comme une contrainte essentielle.</p>
<p>* <u>Observation générale:</u></p> <p>La suite à donner aux recommandations de la mission d'évaluation a été affectée par les contraintes liées au premier tour contesté des élections présidentielles du 16 décembre 2001 qui a entraîné une crise politique engendrant la paralysie de la vie économique et sociale du pays entre février et juin 2002; un nouveau gouvernement a été finalement mis en place à la fin de ce semestre et un remaniement complet de toutes les directions de service des ministères a été opéré. Cet état de fait a retardé grandement les discussions techniques prévues avec les ministères pour permettre la mise en application des recommandations de la mission d'évaluation du programme de pays.</p>		
Cohérence		
<p>➤ Confier au Comité intersectoriel de pilotage un mandat qui confirme notamment son rôle en matière de validation des résumés d'activités et des rapports de suivi-évaluation. De plus, le mandat devrait couvrir la planification anticipée de diverses activités du programme de pays ainsi que l'allocation de ressources d'urgence, en cas de besoin. Enfin, le Comité devrait veiller à la cohérence des activités et à la recherche de synergies entre celles-ci et les partenaires.</p>	Bureau de pays	<p>Le Comité intersectoriel de pilotage n'a pu être réuni entre février et juin 2002 pour les raisons mentionnées ci-dessus. Les restructurations des différents ministères concernés par le programme de pays ont commencé. Le mandat du Comité sera révisé pour lui attribuer de plus grandes responsabilités tant au niveau du suivi que du respect de la cohérence et de la synergie des activités. Des discussions dans ce sens ont été entamées avec les nouvelles autorités et le renforcement du Comité est en bonne voie. Le nouveau gouvernement a déclaré donner beaucoup d'importance à l'optimisation de l'utilisation des ressources, y compris l'aide extérieure.</p>



RECOMMANDATION AU PAM (JUIN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Intégration		
<p>➤ Lors de la préparation du prochain programme de pays, tenir compte de toute la dimension de la décentralisation (notamment l'autonomie accrue des provinces). Cela permettrait au PAM d'associer, le cas échéant, ses activités aux nouveaux plans de développement provinciaux et de bénéficier des ressources financières et techniques mobilisables. La coordination intersectorielle et entre toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, devrait être renforcée pour identifier les possibilités de collaboration.</p>	Bureau de pays	<p>Le PAM préside le groupe de réflexion interorganisations de l'ONU sur la problématique de la décentralisation. Des discussions sont en cours avec les nouvelles autorités provinciales pour une plus grande implication/appropriation des activités. Pour ce qui a trait à l'activité des cantines scolaires, la coordination se fera au niveau de la province de Tuléar et non plus à Antananarivo, la capitale. En outre, sur le terrain, le PAM a institué une réunion périodique "décentralisée" des intervenants dont l'objectif principal est de renforcer la collaboration et le partenariat entre toutes les parties prenantes.</p>
Ciblage		
<p>➤ Mettre les ressources prévues dans le programme de pays pour l'ACV à disposition de l'activité et venir en priorité en appui au Comité national de secours. La petite unité ACV du PAM gagnerait à être mieux équipée et à disposer d'un budget de formation. En outre, il est nécessaire d'établir une distinction entre le ciblage pour les activités menées au titre du programme de pays et le ciblage pour les opérations d'urgence.</p>	Bureau de pays + ODA (ACV)	<p>L'appui au Conseil national de secours a été renforcé des séminaires et des ateliers ont été financés pour renforcer la cartographie de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Dans cette même optique, une collaboration avec le projet OIT/ Cornell University est en cours de développement. Dans le sud, le ciblage des activités au titre du programme de pays se fait avec l'ensemble des partenaires impliqués dans les activités de développement tandis que le ciblage pour les opérations d'urgence se fait surtout sur la base du diagnostic du Système d'alerte précoce (SAP), comme cela a été le cas récemment lors de la préparation de l'opération d'urgence pour la sécheresse dans le sud.</p>
ÉVALUATION DE LA CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AUX OBJECTIFS DU PROGRAMME DE PAYS		
Nutrition communautaire (activité 1)		
<p>➤ Pour améliorer l'impact de l'activité et tirer parti des synergies entre les trois activités, lorsque les situations locales le permettent, faire coïncider les trois activités dans une même communauté tout en prenant en considération les capacités d'absorption pour ne pas engendrer des effets de dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. Une collaboration plus étroite entre le PAM et les Ministères de la santé et de l'agriculture est souhaitable pour cette activité. En outre, le ciblage devrait tenir compte des zones les moins bien loties sur le plan de la sécurité alimentaire et des habitudes de consommation alimentaire des ménages.</p>	Bureau de pays	<p>La partie sud du pays bénéficie des trois activités fondamentales du programme de pays grâce aux animateurs chargés du suivi de l'aide alimentaire. Le bureau auxiliaire de Fort Dauphin travaille à l'intégration des trois activités. Ainsi, il est prévu de désenclaver les écoles isolées ou les sites de nutrition communautaire en ouvrant des pistes avec l'appui d'activités vivres-contre-travail. Les discussions sur le re-ciblage et la concentration des activités de nutrition n'ont pas encore démarré à cause des remaniements au sein des institutions du gouvernement; cependant, la question sera traitée aussitôt que possible. Le bureau prendra en compte les résultats du projet visant à re-dynamiser la culture du sorgho pour introduire cette denrée dans le panier alimentaire des activités PAM.</p>





RECOMMANDATION AU PAM (JUN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Cantines scolaires (activité 2)		
<p>➤ Pour améliorer le ciblage géographique des cantines scolaires ainsi que pour mesurer la participation de cette activité aux objectifs du programme de pays, refondre le système de suivi-évaluation de façon à ce qu'il intègre systématiquement des indicateurs de performance simples et permettant une analyse qualitative, ventilée par sexe, comme les taux de scolarisation et de fréquentation, les abandons scolaires et les redoublements. Une division géographique accompagnée d'une responsabilité intersectorielle du suivi serait de même souhaitable.</p>	Bureau de pays	<p>Une base de données a été mise en place pour répertorier les informations sur les écoles, les effectifs ventilés par sexe (élèves, enseignants et cuisinières) ainsi que les présences/absences par mois. Cette base de données intégrera progressivement des éléments qualitatifs, à savoir les taux de fréquentation, les abandons et les redoublements. La base reprend les écoles par circonscription scolaire (CISCO), chaque circonscription étant chargée du suivi des écoles relevant de sa zone géographique. Un consultant devrait effectuer au mois de novembre une étude visant à réviser et renforcer les systèmes de suivi-évaluation pour toutes les activités du programme de pays.</p>
Atténuation des effets des catastrophes naturelles (activité 3)		
<p>➤ Définir clairement les objectifs de l'activité d'atténuation des effets des catastrophes naturelles et des modus operandi différenciés entre les opérations d'urgence et de développement. Accentuer les efforts, notamment pour le sud du pays, pour aboutir à la signature de protocoles d'intervention avec des partenaires capables de garantir une utilisation optimale des ressources du programme de pays.</p>	Bureau de pays	<p>Dans le cadre de la réunion de concertation entre les différents intervenants, il est prévu de redéfinir la stratégie d'intervention dans le sud avec l'appui des partenaires capables de garantir une utilisation optimale des ressources du PAM. Par la même occasion, l'activité d'atténuation des catastrophes naturelles sera consacrée aux interventions à plus long terme et de plus grande envergure avec la collaboration de nouveaux partenaires (ONG: AAA, CRS, ACF) tandis que les opérations d'urgence porteront sur des travaux ponctuels.</p>